

Le gouvernement a désormais mis l'âge légal de départ à la **retraite** dans sa ligne de mire. Il y a urgence à réagir.
NPARGUMENTSPAGES 6 et 7



Quand **théâtre et politique** vont de paire: Régis Vlachos joue *Antonio du Limousin...*, qui sera présentée à l'université d'été du NPA.
CULTURE ET MEDIAS PAGE 9



Où en sont les **Forums sociaux**? Le dernier Forum social mondial de Bélem, au Brésil, a donné un nouveau souffle au mouvement altermondialiste.
PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous!

16 JUILLET 2009 | N°17 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TRAVAILLER MOINS TRAVAILLER TOUS



Le gouvernement multiplie ses attaques, notamment sur la durée légale du temps de travail. C'est dans la direction opposée qu'il faut aller, en réduisant le temps de travail hebdomadaire à 32 heures pour éradiquer le chômage.



Lors de son discours à Versailles, Sarkozy a été très clair. Il ne changera en rien sa politique antisociale. Au contraire, il va l'accélérer: suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, privatisation de la santé et de La Poste, retraites, travail du dimanche. Les contre-réformes s'en-

chaînent, malgré le fait que la grande majorité de la population rejette la politique économique et sociale du gouvernement. Au centre de son offensive, il y a un projet qui lui tient particulièrement à cœur, commencé dès l'arrivée de Sarkozy au pouvoir: la remise en cause de la durée légale du travail. Cette durée a été attaquée, entre autres, par la dé-

fiscalisation des heures supplémentaires et la mise en place de toute une série de dispositifs aboutissant à faire de l'entreprise le lieu où se décide la durée réelle du temps de travail, développant ainsi les inégalités entre les salariés. Mais cela n'est pas suffisant pour le gouvernement et le patronat.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

SBFM

ILS N'ONT RIEN LÂCHÉ

Les salariés de la Société bretonne de fonderie et mécanique (SBFM), menacée de fermeture, ont obtenu la reprise de l'usine par Renault. Après dix ans de lutte exemplaire, la victoire des travailleurs est un soulagement pour la région, déjà éprouvée par de nombreuses fermetures d'usines, et un modèle pour nous tous. Malgré tout, la vigilance reste de mise. **LIRE PAGE 5**



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA DES HAUTS ET DÉBATS

Le NPA tient sa première université d'été à Port-Leucate (Aude), du dimanche 23 août au mercredi 26 août. Dans une ambiance détendue, tous les sujets politiques du moment seront passés au crible. Ce sera également l'occasion de faire le point sur le NPA, quelques mois après son congrès de fondation et avant une rentrée sociale et politique qui s'annonce chargée. **LIRE PAGE 11**

CENTRALES NUCLÉAIRES LE DEMANTELEMENT S'IMPOSE

Alors qu'elle annonce vouloir augmenter de 20% ses tarifs pour les trois prochaines années, EDF investit pour prolonger la durée de vie de ses centrales nucléaires. La mobilisation pour exiger le démantèlement du parc actuel est nécessaire. Une manifestation unitaire aura lieu à Colmar, les 3 et 4 octobre prochains, afin d'exiger la fermeture de la centrale de Fessenheim. **LIRE PAGE 4**

Par **Cathy Billard**

LE TEMPS DES BAVURES

La politique répressive du gouvernement tue et blesse. A Argenteuil, le 9 juin, deux retraités algériens, Ali Ziri (69 ans) et Arezki Kerfali (61 ans), sont roués de coups lors d'un contrôle policier. Le premier en meurt, le second est sérieusement blessé. Alors que les policiers sont toujours en service dans le quartier, un collectif s'est constitué pour obtenir une enquête et des sanctions contre les responsables. Le 23 juin, Lassana Sylla, jeune du quartier du Franc-Moisin, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), meurt à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne). Il a été retrouvé pendu avec sa serviette en cellule d'isolement. Suicidé, selon l'administration. Le 2 juillet, près d'un millier d'habitants du quartier ont marché pour exiger « la vérité ». Le 8 juillet à Montreuil (Seine-Saint-Denis), Joachim Gatty, qui manifestait pacifiquement contre l'expulsion violente des occupants d'une clinique désaffectée, a reçu un tir de flash-ball en pleine tête : il a perdu un œil. Le même jour, à Firminy (Loire), Mohamed Benmouna décède en garde à vue. Il se serait pendu dans sa cellule avec un bout de matelas fixé dans deux trous au mur ! Enfin, le 10 juillet, près de Louviers, un jeune de 18 ans circulant en minimoto trouve la mort sur un barrage de la gendarmerie, rappelant le décès des deux jeunes de Villiers-le-Bel, à l'automne 2007.

Dans ces cinq cas, entre autres, les autorités ont inconditionnellement défendu les forces répressives. Les atteintes à l'intégrité physique ou à la vie d'un habitant des quartiers populaires ne valent pas une enquête ? Voilà qui légitime les révoltes... Cette violence policière est l'autre face de la violence sociale, qui s'exerce contre tous ceux qui subissent la crise de plein fouet. Chaque policier sait qu'il suffit d'accuser n'importe qui de rébellion pour l'envoyer devant les tribunaux. Il sait chaque jour davantage qu'il peut blesser ou tuer en toute impunité.

Seule la mobilisation autour des familles, des habitants des quartiers, des associations et des forces politiques présentes, peut imposer des enquêtes transparentes afin de connaître la vérité. C'est une question élémentaire de dignité.

regards



Albert Herszkowicz. (DR)

Propos recueillis par **Emmanuel Sieglmann**

L'ANTISÉMITISME **TUE**

Le procès du « gang des barbares », ayant torturé et tué Ilan Halimi, s'est clos vendredi 10 juillet. Albert Herszkowicz, fondateur de l'association Memorial 98 contre le racisme, l'antisémitisme et le négationnisme¹, nous livre son analyse.

Le procès du « gang des barbares » s'est déroulé dans une atmosphère particulière...

L Youssouf Fofana a choisi une posture d'islamiste et de héros autoproclamé du monde arabe et a accentué jusqu'à la caricature le contenu antisémite de ses actes. Il a sans doute été conseillé dans ce sens, de même qu'il n'a pas déniché par hasard son avocat, Emmanuel Ludot, proche d'Alain Madelin et ancien défenseur de Saddam Hussein. Des débats télévisés ont eu lieu dès le début du procès, avec les différents avocats des parties civiles et de la défense. Certaines organisations juives, dont le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), ont maintenu une pression permanente tout à fait hors de propos.

Quels enseignements peut-on tirer du procès ?

Le principal constat est qu'il s'agissait bien d'un crime à caractère antisémite, et donc raciste. Fofana n'a pas cherché à enlever une personne fortunée, mais un Juif, presque au hasard. Il voulait exploiter la richesse supposée « des Juifs » et leurs prétendues capacités et habitude à payer pour pouvoir récupérer l'un des leurs. Il a d'ailleurs fait appel à un rabbin, trouvé dans l'annuaire, pour transmettre des messages à la famille, qu'il considère comme responsable de l'échec de son affaire pour n'avoir pas payé l'énorme rançon exigée. A partir de cette première déshumanisation de l'otage, il n'a pas hésité à le torturer longuement. Ilan Halimi a été tondu, poignardé, brûlé et abandonné mourant le long d'une voie ferrée. Cette question de l'antisémitisme est lancinante et douloureuse, notamment pour la mère d'Ilan Halimi. Elle accuse les policiers de ne pas avoir tenu suffisamment compte du fait que son fils courait un danger particulier parce qu'il était juif. Tout ceci est largement connu depuis l'époque du crime.

Comment s'est positionnée la gauche radicale à l'époque ?

Une partie de la gauche radicale – dont la LCR et l'Union juive française pour la paix (UJFP) – et le MRAP ont déserté la manifestation de protestation du 26 février 2006, appelée par le Crif, SOS-Racisme et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). Les deux arguments avancés pour ne pas participer tenaient à l'incertitude sur le caractère antisémite de l'affaire et à la présence annoncée de Philippe de Villiers. Mais SOS-Racisme et la Licra l'ont immédiatement expulsé et De Villiers a dû quitter les lieux. Surtout, les organisations abstentionnistes tergiversaient sur le caractère de ce crime et se retranchaient derrière la police et la justice, qui n'avaient pas établi le caractère antisémite de l'affaire. Cet étrange prétexte, s'agissant d'organisations habituellement peu enclines à s'aligner sur les analyses policières, témoignait d'une réticence à s'emparer du combat contre l'antisémitisme, en raison des liens supposés avec la situation au Moyen-Orient.

Existe-t-il des liens entre Youssouf Fofana et les listes Dieudonné-Soral ?

Plutôt avec Kémi Séba, à la tête de ses groupes successifs² ; il s'est proclamé protecteur de Fofana. Voici le courriel que la Tribu Ka envoyait à des organisations juives, fin février 2006, après l'assassinat d'Ilan Halimi : « *Message de la Tribu Ka à la communauté juive. Nous observons depuis ces derniers jours suite à la mort du vendeur de portables Ilan Halimi qu'une véritable chasse à l'homme se dessine envers Youssouf Fofana, accusé par votre communauté d'être responsable de la mort de l'un d'entre vous. Nous n'irons pas par quatre chemins, que notre frère soit coupable ou pas, nous vous prévenons que si d'aventure, il vous prenait l'envie d'effleurer ne serait-ce qu'un seul des cheveux du frère, au lieu de lui laisser avoir un procès équitable, nous nous occuperons avec soin des papillotes de vos rabbins, et croyez-nous, vos pseudo-services de sécurité de la LDJ ou du Betar ne vous seront d'aucune aide face à la volonté de justice des nôtres. Laissez le frère se faire juger équitablement ou vous paierez. Kémi Séba, Fara de la Tribu Ka.* » Séba est de nouveau intervenu dans ce sens lors de l'arrestation de Fofana en Côte-d'Ivoire puis, récemment, en mai dernier.

Le MDI [Mouvement des damnés de l'impérialisme, NDLR] vient de recruter Ginette Skandrani³, nommée « chargée de mission à l'écologie révolutionnaire », et le vétéran négationniste Serge Thion. Le MDI indique qu'il n'approuve pas son « révisionnisme », mais que c'est néanmoins un grand militant qui va s'occuper de la Palestine. L'avocate garaudyste Coutant-Peyre, compagne de Carlos et soutien de la campagne Dieudonné-Soral-Gouasmi, a été quelque temps dans la défense de Fofana avant qu'il ne la récusé en tant que « juive » et donc dangereuse. Elle déclare conserver toute son admiration envers Fofana, « extrêmement courageux et très intelligent », comparé aux « militants d'extrême gauche » des années 1980. Il ne serait pas coupable de la mort d'Ilan Halimi, en raison de la « complicité objective » policière qui aurait « laissé passer le temps ». Les autorités auraient décidé d'attendre que le drame s'accomplisse afin que survienne une « affaire emblématique » de la montée de l'antisémitisme. Nous avons expliqué plus longuement sur notre site le contexte de ces prises de position.

1. Fondée en 1998, à l'occasion du centenaire de l'affaire Dreyfus <http://memorial98.over-blog.com>.
2. Kémi Séba a été à la tête de la Tribu Ka, organisation « afrocentriste » qui s'est fait connaître pour son soutien à Dieudonné dès 2004 et son antisémitisme, avant d'être dissoute par décret présidentiel, en juillet 2006. Il a ensuite fondé Génération Kémi Séba, puis le Mouvement des damnés de l'impérialisme (MDI), organisation « ethnoseparatiste » dont certains membres sont issus de groupuscules fascistes.
3. Personnalité connue pour son négationnisme.



(Enzo)



LIVRE VERT SUR LA JEUNESSE UN ALIBI A LA PRECARITE

Le livre vert de la commission sur la jeunesse, présidée par Martin Hirsch, a été rendu public le 7 juillet. Il prétend apporter des solutions à l'insertion des jeunes. En réalité, il va généraliser la précarité dans la jeunesse et l'ensemble du salariat.



Bordeaux. Manifestation contre le chômage et la précarité. (Meno)

Les jeunes figurent parmi les premières victimes de la crise. Depuis un an, le chômage des 18-25 ans a augmenté de 32%, pour atteindre 23,5%. C'est presque trois fois plus que les chiffres touchant les 25-49 ans. Une grande partie des intérimaires licenciés ces derniers mois étaient des salariés de moins de 30 ans. Et, à la rentrée, de nombreux jeunes diplômés vont venir allonger les files d'attente au Pôle emploi. Face à cette situation désastreuse, la commission Hirsch propose le doublement des contrats d'apprentissage d'ici 2015. Déjà, en mars dernier, le gouvernement annonçait le déblocage de 1,5 milliard d'euros pour l'embauche de 100000 jeunes en contrat d'alternance pendant deux ans. Autrement dit, l'Etat finance des jobs sous-payés et les entreprises signant le contrat sont exonérées financièrement. La méthode est classique, mais efficace. Le développement de

l'apprentissage est présenté comme le moyen de fournir des ressources aux jeunes durant leur formation. Cela doit être replacé dans le contexte de «professionnalisation» mise en place ces dernières années, visant à rendre les formations professionnelles moins qualifiantes, tout en dévalorisant les diplômes. Autre proposition de la commission, la création d'une «dotation autonomie» de 4000 euros maximum, afin d'aider au financement de la recherche du premier emploi. Cette dotation serait partiellement remboursable, mais nul ne sait dans quelle proportion. Une éventuelle extension du RSA aux jeunes salariés de moins de 25 ans est également à l'étude. Selon Martin Hirsch, ce «RSA jeunes» ne serait pas un véritable RSA, il aurait des applications différentes dans son contenu et son montant. Mais là n'est pas la question. Le RSA fait passer de petits contrats (dix heures par mois) pour de véritables emplois. Au-delà de

deux refus d'offre d'emploi, le RSA est supprimé et l'allocataire se retrouve sans revenu. Bien que les moins de 25 ans n'aient pas accès aux allocations chômage, l'extension du RSA aux jeunes salariés serait un facteur de développement de la précarité, en généralisant le salariat pauvre et les contrats précaires. Le livre vert propose également la mise en place d'un livret d'orientation, afin de «valoriser les compétences» acquises par les jeunes durant leur apprentissage: acquisition d'une langue étrangère dans le cadre familial, stages, rencontres... Les annotations du livret de compétences risquent fort de constituer un outil de classification des salariés pour assurer un suivi par l'employeur. Là encore, il s'agit de dévaloriser les diplômes reconnus par les conventions collectives, en contournant celles-ci. Le gouvernement veut aller vite. Une loi de programmation et d'orientation pour la jeunesse mettant en application les re-

commandations du livre vert est prévue pour l'automne. Ce que propose Martin Hirsch, c'est un développement généralisé de la précarité, sous couvert de solidarité envers les jeunes victimes de la crise. Face à cela, il faudra construire des mobilisations à la hauteur des enjeux et apporter nos propres réponses. Nous exigeons l'interdiction de tous les contrats précaires, y compris le RSA, et nous voulons l'indemnisation de toutes les formes de précarité, par un revenu égal au Smic (porté à 1500 euros). Nous exigeons l'instauration d'une allocation d'autonomie égale au Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans permettant de vivre et de se former librement. Non à la «professionnalisation» dévalorisant les diplômes! Nous voulons des formations reconnues nationalement dans les conventions collectives.

Romain Bleibtreu

TRAVAILLER TOUS

SUITE DE LA PAGE 1

L'été 2009 sera donc le début d'une nouvelle offensive contre les acquis sociaux de l'ensemble du monde du travail et, en particulier, contre la durée légale du temps de travail. Après le pavé dans la mare d'Hortefeux, repris haut et fort par Fillon à propos du recul de l'âge de la retraite à 67 ans, et l'adoption par une procédure d'urgence, mi-juillet, d'une loi étendant et banalisant le travail du dimanche, on voit très bien ce qu'ils veulent faire. Nous faire travailler toujours plus, plus longtemps, plus vieux, le dimanche, la nuit, les jours fériés et, pourquoi pas, pendant les congés de maternité ou les arrêts maladie.

Au moment même où l'Insee prévoit, cette année, la destruction de plus de 700000 emplois, où le chômage touche l'ensemble des salariés, que l'on soit en contrat à durée indéterminée, déterminée ou en interim, ou que l'on soit employé ou cadre. L'urgence n'est pas de faire travailler plus ou plus longtemps, mais bel et bien de travailler moins pour travailler toutes et tous. C'est une question de choix de société!

Le combat pour la réduction massive du temps de travail s'appuie en effet sur des exigences élémentaires, mais il s'oppose frontalement au capitalisme, qui génère plus que jamais de l'exclusion. La réduction du temps de travail et l'interdiction des licenciements posent donc concrètement la question de la démarcation de la force de travail. Mais celle-ci se heurte immédiatement à deux obstacles: la répartition des richesses et le droit de propriété. Sa mise en œuvre passe par une contestation pratique des rapports sociaux à l'intérieur même des entreprises, sous forme d'un contrôle exercé par les salariés sur les embauches, les conditions et l'organisation du travail. Elle s'appuie, dans le même temps, sur la garantie de ressources des travailleurs et la continuité du revenu, qui implique un changement radical dans la distribution des richesses.

L'urgence est donc de défendre la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, sans annualisation ni flexibilité et avec embauches proportionnelles. A l'heure actuelle, les salariés à temps plein travaillent, en moyenne 35,55 heures par semaine. En réduisant à 32 heures le temps de travail, on arriverait à une progression de 11% de l'emploi, ce qui permettrait d'en finir avec le chômage. Mais, pour cela, d'autres choix sont nécessaires et c'est à nous de les imposer. Il y a urgence à instaurer un rapport de forces pour faire reculer le gouvernement. Il est nécessaire que l'ensemble de la gauche sociale et politique se retrouve, sans préalable, pour mettre en avant une plateforme revendicative autour de la question centrale de l'emploi, de la réduction du temps de travail, mais aussi de celle des salaires et des retraites.

Sandra Demarcq



Olivier Besancenot à la manifestation du 17 juin 2008 à Paris sur les retraites et les 35 heures. (JMB)

et aussi

UN CADEAU DE 5 MILLIARDS. «Mort d'un impôt», titre l'éditorialiste des Echos, en se félicitant de la fin de la taxe professionnelle tant réclamée par les patrons et annoncée par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avec la mise en place d'une cotisation progressive sur la valeur ajoutée. La «réforme» équivaudrait à un cadeau de 5 milliards d'euros aux patrons, et donc un manque à gagner pour les collectivités locales. Le gouvernement avance prudemment pour éviter de dresser contre lui les maires, y compris ceux de son propre camp, puisque la suppression de la taxe professionnelle touche directement leurs ressources financières. Ceci dit, même si rien n'est encore formellement décidé, la messe est dite... Toutes les entreprises paieraient ce nouvel impôt progressif, dont le taux dépendra du chiffre d'affaires, mais qui serait fondé sur la valeur ajoutée en contrepartie de la suppression totale de la taxe professionnelle sur les biens d'équipement (machines). Si les entreprises continueront de payer la taxe professionnelle sur le foncier (bâtiments), la base

foncière imposable serait réduite de 15% pour les établissements industriels. Le Medef ne cache pas sa satisfaction. Par ailleurs, les artisans et les entreprises affichant moins de 500000 euros de chiffre d'affaires seraient exonérés. Le taux de la cotisation monterait ensuite progressivement pour atteindre 0,5% de la valeur ajoutée, à 3 millions d'euros de chiffre d'affaires, grimant ensuite jusqu'à 1,4% pour 10 millions de chiffre d'affaires. Cette contribution représenterait 1,5% de la valeur ajoutée à partir de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est en taxant plus lourdement les grandes entreprises comme EDF ou la SNCF que le gouvernement espère éviter un trop gros déficit. Mais, au final, il est clair que le gouvernement fait un nouveau cadeau au patronat, au détriment des collectivités locales et payé par la population. D'autant qu'il compte combler le déficit grâce à la taxe carbone, pour une large part supportée par la population.

ERDF-GRDF. Face aux sanctions, la solidarité s'organise. A la suite de la grève, longue et déterminée, des gaziers et électriciens au printemps dernier, la direction de l'entreprise a décidé de frapper un grand coup et d'aller jusqu'aux licenciements des grévistes de Toulouse, dont un camarade du NPA. Vendredi 10 juillet, au centre toulousain, 200 électriciens se sont retrouvés pour soutenir les premiers collègues convoqués devant un conseil de discipline. Etaient également présentes des délégations de Molex et Freescale, deux entreprises menacées de fermeture. A l'initiative du NPA, un communiqué unitaire, signé par le Parti de gauche, l'Alternative libertaire et Lutte ouvrière, a été distribué aux salariés. La solidarité s'organise et le NPA a proposé à toute la gauche politique de se retrouver pour exiger la levée de toutes les sanctions contre les travailleurs d'ERDF.



RENCONTRES UNITAIRES BILAN D'ETAPE

Le NPA vient de rencontrer les forces de la gauche radicale et anticapitaliste. Premier tour d'horizon.

CE SONT la crise économique, les licenciements massifs, un taux de chômage sans précédent et s'aggravant, la politique brutale de la droite néfaste à l'ensemble du monde du travail, pour sauvegarder les profits et les privilèges d'une minorité dans un système capitaliste en crise, qui conduisent notre politique unitaire. Elle vise l'unité la plus large dans les mobilisations; elle veut regrouper sur le plan politique les forces anticapitalistes, les forces combattives, qui seront déterminantes pour les luttes. Dans cette perspective de mouvement d'ensemble, il s'agit de construire les leviers unitaires de mobilisation qui ont tant manqué, le semestre passé, face aux directions confédérales. Le rôle du NPA est d'impulser, d'aider à forger ces cadres unitaires. A nous seuls, nous ne pouvons construire l'opposition sociale et politique dont la carence est l'une des explications clés de la situation actuelle.

Nous avons donc proposé aux forces politiques que nous avons vues de prendre ensemble nos responsabilités. Les Alternatifs, le Parti de gauche, la Fédération et, en partie, le PCF ont répondu positivement. A nous tous de mettre en œuvre les outils de la riposte sociale. En ce qui concerne les régionales, nous avons proposé, comme lors des européennes, un accord durable sur un programme écologiste, anticapitaliste, social et démocratique, de rupture. Ce qui implique un rassemblement indépendant politiquement du PS et la volonté de battre la droite au pouvoir sans passer des accords de gestion avec des formations dont nous ne partageons pas le programme.

Ces rencontres diverses et les déclarations communes en émanant permettent d'acter les points de convergence et les désaccords avec les forces politiques concernées. On voit bien que c'est la relation au PS qui pose problème. C'est particulièrement clair avec le PCF, qui n'a pas renoncé à des majorités de gestion avec les socialistes. Cela le conduit à accepter, dans les conseils régionaux, des politiques contraires à ce que défendent ses militants, comme subventionner des entreprises privées... qui licencient!

Contrairement à ce que racontent certains médias décidément «bien intentionnés» à notre égard, rien n'est fait. Rien n'est acté, avec personne. Les différentes déclarations qui font le point sur ces réunions sont accessibles sur notre site Internet. A notre université d'été, aura lieu un débat sur la question: toutes ces forces politiques sont invitées. Les militantes et les militants, nos lecteurs et nos sympathisants ont toutes les cartes en main pour débattre. Après d'indispensables discussions sur l'ensemble des problèmes posés, nous trancherons. Il n'y a aucune urgence. Le conseil politique national du NPA fera le point en septembre, et nous rendrons compte, dans les colonnes de *Tout est à nous!*, de l'état d'avancement des discussions.

Pierre-François Grond

CENTRALES NUCLÉAIRES LE DÉMANTÈLEMENT S'IMPOSE

En octobre prochain, la centrale de Fessenheim, en Alsace, sera soumise à sa troisième visite décennale. L'occasion de démanteler une centrale en fin de vie et de se tourner vers la fin du nucléaire. Mais EDF ne semble pas de cet avis.



Golfch (Tarn-et-Garonne), le 17 août 2007. La centrale nucléaire a été construite en 1982.

(FRANCK HOULGATTE)

U On fête, cette année, les 30 ans de la plus vieille centrale nucléaire française. Après tant d'années de «bons et loyaux» services, on pourrait penser qu'il est temps d'en finir avec des équipements qui n'étaient pas prévus pour durer si longtemps. Mais il en va des centrales comme des salariés: il faut les pressurer et les rentabiliser au maximum, sans prendre en compte les éventuels risques encourus.

L'enjeu de la visite de contrôle de Fessenheim, c'est le choix entre sa fermeture définitive ou sa prolongation. Les nucléocrates ont toujours défendu le nucléaire en utilisant l'argument de son bas coût. Mais c'était sans prendre en compte les énormes budgets nécessaires au démantèlement des centrales. A tel point que, plutôt que d'entamer dès aujourd'hui les travaux nécessaires à la fin de vie des centrales, EDF préfère investir pour prolonger leur existence de 30 ans. Les sommes en jeu ne sont pas négligeables: 400 millions d'euros par réacteur. Sachant que la France en possède 58, dont la moyenne d'âge est de 22 ans, on peut déjà se faire une idée de la facture finale pour les dix prochaines années. Si encore elle mettait fin à ces centrales et dirigeait vers la sortie du nucléaire... Mais la politique actuelle de prolongation des centrales montre l'irréversibilité des choix énergétiques ayant donné la priorité au nucléaire. On paye aujourd'hui, et on paiera encore plus demain, la facture pour des politiques mises en place dans les années 1970, sans aucun débat démocratique.

Le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, vient de demander une hausse de 20% des tarifs de l'électricité, afin de mettre un terme à l'en-

dettement de l'entreprise. Ce choix est d'autant plus choquant qu'il intervient au moment où celle-ci investit pour prolonger la durée de vie des centrales. Car, finalement, les contribuables vont payer plusieurs fois les conséquences du lobbying nucléaire: pour la construction des centrales, pour leur prolongation et, finalement, pour leur démantèlement. En effet, malgré les prolongations éventuelles, il faudra bien démanteler les équipements existants. Le faire maintenant est le choix le plus raisonnable, d'autant plus face aux défis énergétiques de l'heure. Le reporter de vingt ou trente ans n'est qu'une fuite en avant supplémentaire, qui ne règle aucun problème, et qui ne fera qu'augmenter les risques liés au vieillissement des centrales.

Pour l'ensemble du mouvement antinucléaire, il est tout aussi important de lutter contre la relance d'un nouveau programme nucléaire et l'installation des réacteurs EPR en Normandie que d'exiger la fermeture des centrales les plus anciennes qui, plus les années passent, constituent un danger permanent pour les populations et les travailleurs chargés de les surveiller et de les maintenir en vie. Il faut donc préparer, dès aujourd'hui, la manifestation unitaire de Colmar, les 3 et 4 octobre prochains, qui exigera la fermeture de la centrale de Fessenheim, ce qui serait non seulement un symbole, mais aussi un premier pas pour envisager une sortie du nucléaire.

Vincent Gay

1. Voir <http://www.fermons-fessenheim.org>

et aussi



MUNICIPALES À AIX-EN-PROVENCE. Une chose est sûre: dimanche 19 juillet, une partie de la droite dirigera la mairie d'Aix-en-Provence. Avec 43%, Maryse Joissains (UMP) devance la liste PS-Modem (34%). La liste «Aix à gauche» (PCF-PG-NPA) obtient 4,21% des voix. L'abstention (54%) révèle un fort rejet par les classes populaires des politiques libérales et sociales-libérales menées par les différentes mairies qui se sont succédé. Le «front anti-Joissains» a certes fait souffrir «Aix à gauche» mais, pour autant, à l'assemblée générale de liste, loin du clientélisme et de l'électorisme, les regards étaient tournés vers l'avenir et les luttes. Il n'y avait aucun doute sur les déceptions et dégâts futurs que provoquera une gestion de la mairie par le PS et le Modem, ralliés par les Verts et soutenus par Stéphane Salord (DVD, 7%). Elle renforcera le sentiment du «tous pareils» et l'abstentionnisme. Dès demain, nous nous mobiliserons pour construire une alternative anticapitaliste et pour les luttes. C'est le sens que nous avons donné à notre déclaration commune, comme à l'ensemble de notre campagne. Le sénateur PS des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, commentait pour sa part les résultats du premier tour en se félicitant de l'alliance PS-Modem: en voilà un qui a clairement choisi son camp et les intérêts prioritaires à défendre.

LE FLOP D'AUBRY. La secrétaire nationale du PS, Martine Aubry, avait envoyé à tous les dirigeants de gauche, à l'exception du NPA, une lettre leur proposant une rencontre pour «construire un projet commun» aux régionales et après. Le Parti radical de gauche, les Verts et le Parti de gauche (PG) ont déjà refusé. Jean-Luc Mélenchon (PG) donne plusieurs raisons à son refus: il accuse le PS de faire élire un réactionnaire polonais à la présidence tournante du Parlement européen; il refuse toute alliance avec le Modem; il accuse de mollesse l'opposition formelle du PS à la «réforme» des retraites. Enfin, il confirme sa volonté de ne faire de liste aux régionales qu'avec le PCF, Les Alternatifs et le NPA. Cette prise de position n'est pas celle du PCF, qui a répondu positivement à la demande de rencontre, mais qui estime qu'il y a encore des désaccords de fond avec le PS, avant d'arriver au but: la constitution d'une «majorité populaire». D'où la proposition d'un débat de fond avec le PS pour «éviter une démarche de façade ou de replâtrage». L'orientation du NPA est claire: à la gauche du PS, un accord est souhaitable, s'il est durable et sur des bases claires, comme le refus des licenciements, le contrôle des travailleurs, le partage des richesses, etc., et s'il permet dès maintenant un soutien unitaire à toutes les mobilisations sociales. Un combat unitaire indispensable, mais loin d'être réglé.

CHANTAGE AU BAC. Tristan Sadeghi, lycéen à Paris, a été l'un des moteurs des occupations et des blocages de son établissement. Pour cette raison, son inscription en terminale sera subordonnée à la signature d'un document où il s'engagerait à ne plus pratiquer de blocage! Le soutien du ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, au proviseur donne à cette affaire une dimension ouvertement politique et exemplaire. Couvert par le ministère, le rectorat peut se défausser sur le proviseur. Dans l'autre sens, le zèle d'un chef d'établissement permet au ministre de criminaliser le mouvement social. Ces pratiques étaient encore inimaginables voilà quelques années. L'appareil éducatif révèle sa dimension répressive. Pour en savoir plus et signer la pétition: www.soutien-tristan-sadeghi.org



et aussi

MOLEX EN GRÈVE. Lundi 6 juillet, les 283 salariés de Molex (sous-traitant de PSA), à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), ont décidé de cesser le travail de façon illimitée, afin d'empêcher la fermeture du site, prévue à la fin octobre. Mercredi 8 juillet, une écrasante majorité de travailleurs (90%) a reconduit la grève; rebelle, vendredi 10 juillet. Excédés par l'attitude de la direction qui les « balade » depuis des mois, les Molex, soutenus par l'intersyndicale (CGT-CFDT-CGC-FO-CFDT), ont décidé de passer la vitesse supérieure. Alors qu'ils ont découvert que la fermeture avait été orchestrée de longue date et que PSA était parfaitement au courant, les salariés n'ont obtenu aucune réponse positive à leurs revendications, tant sur le maintien de l'activité du site que sur la formation et sur la prise en compte des décisions de justice. De plus, le site de Villemur-sur-Tarn a dégagé 31 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année, soit à peine 10 millions de moins que l'année précédente, malgré l'annonce de la fermeture au mois d'octobre, et malgré la crise... Et encore, si on prend en compte ce que Molex a fabriqué aux Etats-Unis,

ainsi que le stock de sécurité (dont la fabrication a été imputée aux salariés sans que ces derniers aient vu le moindre euro revenir dans la comptabilité), on arrive à un chiffre d'affaires global équivalent à celui de l'année passée! Aussi, les Molex ne veulent plus discuter avec les exécutants, mais bien avec les décisionnaires. Des actions de distribution de tracts ont été effectuées dans la région de Villemur. Le NPA a continué à manifester son soutien aux salariés, comme il le fait depuis des mois maintenant. La « trêve estivale » ne doit pas empêcher les initiatives de soutien et nous devons être vigilants. Pour le moment, aucune manifestation n'est prévue, mais il est de la responsabilité de l'ensemble des organisations de gauche d'organiser et d'amplifier la solidarité. C'est en ce sens qu'a communiqué le NPA dès qu'il a appris le début de la grève. C'est aussi à cela qu'il s'emploiera dans les semaines et les mois à venir.

AUBADE DERNIERE LEÇON

La casse de l'usine de confection Aubade, à Saint-Savin (Vienne), va se traduire par 104 licenciements, dans une région déjà très touchée par la crise automobile (Heuliez, New Fabris, et tant d'autres).



Zurich, le 29 avril. Le chef exécutif de Calida, Felix Sulzberger, célèbre l'acquisition d'Aubade par son groupe. (REUTERS)



SBFMILS N'ONT RIEN LÂCHÉ

L'incertitude planait sur l'avenir de la fonderie, jusqu'au 27 juin, avec l'annonce de Renault d'en redevenir l'actionnaire principal. Retour sur dix ans de lutte.

GCréée par Renault en 1966, la Société bretonne de fonderie et mécanique (SBFM), à Caudan (Morbihan), est vendue, en 1998, au groupe Teskid, puis, en 2006, à Zen. Cet abandon s'accompagne de plans sociaux inacceptables. Les actionnaires successifs étranglent sciemment la fonderie, lui léguant une dette de plus de 40 millions d'euros. Pendant des années, la SBFM bénéficie de fonds publics qui ne sont investis ni dans l'outil de production, ni dans les conditions de travail. C'est sans compter sur les 530 salariés, représentés par leur délégué CGT Pierre Le Ménahès, qui luttent sans relâche, pendant dix ans, pour sauver leurs emplois et l'activité du site.

Depuis 1998, les salariés subissent plusieurs plans de redressement judiciaire, des menaces de licenciements et de délocalisation, la complaisance de représentants locaux à l'égard des actionnaires et l'absence de gestion patronale. Déterminés, ils y répondent par des grèves, des manifestations, des blocages, des occupations, des pressions sur la préfecture de Lorient et une autogestion de la production. Néanmoins, le 20 janvier dernier, l'usine est placée en redressement judiciaire. Le 5 février, le groupe Zen présente un « plan de relance » qui prévoit la suppression de 237 emplois et la délocalisation d'une partie de la production à Châtelleraut (Vienne), dans sa filiale New Fabris, ne respectant ainsi pas la procédure judiciaire. Cela n'empêche pas le

groupe de toucher 55 millions d'euros de l'Etat pour l'ensemble de ses filiales, toutes en redressement judiciaire (y compris New Fabris!). Les salariés de SBFM, indignés, occupent l'usine, s'assurant que rien ne soit délocalisé en douce. Ils interpellent fermement les pouvoirs publics, la préfecture en tête, pour faire stopper les aides publiques au groupe Zen, imposent une réunion à Florindo Garro, PDG du groupe (qui n'osera finalement pas venir), et font pression sur les élus locaux pour que le plan de relance automobile de Nicolas Sarkozy (annoncé en fanfare le 9 février) tienne compte des sous-traitants. Après une semaine de mobilisation intensive, le plan social est abandonné. Le 16 juin, le groupe espagnol CIE automobile présente

un plan de reprise encore plus scandaleux que celui de Zen: il propose de racheter la SBFM pour un euro symbolique, sans garder les 237 emplois menacés, réclame 41 millions d'euros d'investissement à Renault et à l'Etat, et veut renégocier le plan amianté qui concerne 150 salariés! Les salariés votent, à l'unanimité, la grève totale. Après dix jours d'actions chocs, CIE automobile renonce et Renault accepte de reprendre l'entreprise, sans perte d'emplois. La victoire des salariés de la SBFM est exemplaire. Renault a jusqu'au 15 août pour proposer son offre de reprise au tribunal de Lyon. En attendant, les salariés restent sur leurs gardes.

Florian Ronin

DEPUIS deux ans, l'entreprise Aubade, propriété du groupe suisse Calida, a transféré son savoir-faire en Tunisie. Ce transfert de compétences a été fait par les salariés eux-mêmes. On ne peut imaginer un seul instant qu'un choix ou qu'un débat leur a été proposé. L'intérêt pour les actionnaires de ce groupe est parfaitement clair et précis: non contents d'avoir bénéficié de 700000 euros de subventions publiques, en 2008, ils se sont octroyé simultanément des dividendes de... 700000 euros. Appréciations à sa juste valeur ce détournement de fonds publics. Un remboursement, demandé et obtenu par les élus de la région Poitou-Charentes, serait vraiment le bienvenu et montrerait concrètement la volonté et l'implication des élus dans ce dossier.

En Tunisie, le coût salarial est très bas: environ 400 euros par mois pour une ouvrière en confection, en comptant les cotisations salariales et patronales. Un smicard en France, pour un poste à temps plein, « coûte » à l'entreprise 2000 euros par mois. En Tunisie (où l'on travaille six jours sur sept), les entreprises, qui œuvrent principalement pour l'export, ne paient pas d'impôts sur le bénéfice. De plus, les douanes tunisiennes sont beaucoup plus accommodantes en termes de droit depuis un an et demi, suivant des accords préférentiels avec l'Europe. Tableau gagnant sur toute la ligne pour les actionnaires. En toute logique, si la production devient tunisienne, avec une délocalisation des machines de production vers la Tunisie, c'est bien la preuve que les ventes de lingerie se portent suffisamment bien.

Pendant ce temps, le coût du licenciement des 104 d'Aubade sera pris en charge par la collectivité. Nous paierons tous pour fournir plus de bénéfices à une minorité, par nos cotisations salariales et patronales et par les fonds publics engagés dans cette entreprise. Au signal: toujours plus d'argent pour les actionnaires, de misère pour Saint-Savin et d'exploitation pour les travailleurs tunisiens.

Nos camarades de Saint-Savin ne se bercent pas d'illusions: les élus locaux et régionaux, dont Ségolène Royal (verra-t-on Jean-Pierre Raffarin?), viendront et feront de beaux discours (élections régionales obligent), sans autre perspective d'avenir pour l'industrie poitevine. Laissera-t-on fusiller contre le mur du profit les 104 de Saint-Savin? L'insurrection des esprits contre la fatalité et la capacité d'indignation sont aussi des devoirs.

Guy Besse

Sarkozy et son gouvernement annoncent une nouvelle attaque contre les retraites. Leurs arguments, sans fondement, visent uniquement à satisfaire le patronat et les plus riches.

la retraite à
67

J'AI
DU BOL...

À peine les élections européennes terminées et prenant prétexte du déficit de la sécurité sociale, le gouvernement prépare l'opinion à une attaque sans précédent: reculer l'âge légal de la retraite à 67 ans. C'est Brice Hortefeux, qui n'avait pas encore changé de ministère, qui a ouvert les hostilités en prenant exemple sur l'Allemagne, «idée» reprise ensuite par Fillon, qui considère que reculer l'âge de la retraite «n'est pas une question taboue», ce qui n'est pas très étonnant de la part de celui qui, en 2003, avait mené l'attaque contre les retraites de la fonction publique en allongeant le nombre d'années nécessaires à 40 ans. Mais, pour nous rassurer, on nous dit également que rien n'est décidé et que le débat sera ouvert début 2010, au moment où le Conseil d'orientation des retraites (COR) rendra public son rapport annuel. Difficilement croyable! Quoi qu'il en soit, le pavé est lancé est c'est une première. Depuis 1982, l'âge légal de départ à la retraite est fixé à 60 ans. Les contre-réformes successives, celles de 1993, 2003 et 2007, avaient privilégié l'augmentation de la durée de cotisation, de 37,5 à 40 annuités, puis à 41 annuités d'ici à 2012. Toucher à l'âge légal était toujours considéré comme un sujet tabou. C'est ce verrou que le gouvernement tente de faire sauter. Le gouvernement va ainsi dans le sens du Medef, qui considère depuis longtemps que pour «rééquilibrer» les retraites, il faut «ajouter» aux 41 années de cotisation un report de l'âge légal, préconisant ainsi le passage de 60 à 63,5 ans dès 2012.



PLUS QU'
90Z CO
COMME
ET JE
EN RE

LA RETRAITE, C'

Les moyens pour financer les retraites existent. Culot et de cynisme pour affirmer qu'il ne serait pas. L'argument ne tient pas. Il faut prendre sur le... qui sont un salaire collectif, une partie de la ri... (maladie) aux pensionnés. La retraite est la cor... le compte d'un patron, tout en étant payé qu... le salaire, défini comme un salaire social et no...

ANS

DES ANNÉES D'ATTAQUES

La prochaine contre-réforme des retraites s'inscrit dans une attaque globale commencée il y a plus de quinze ans. C'est en 1993 que les «réformes» Balladur s'attaquent au privé, dans l'indifférence la plus totale, en particulier de la part des directions syndicales, en augmentant le nombre d'annuités de 37,5 à 40 ans. Mais aussi en modifiant le calcul de la pension, en l'indexant sur les prix et non plus sur le salaire moyen d'activité (soit environ 20% de pension en moins en 10 ans) et en prenant comme base les salaires des 25 meilleures années (et plus des dix). Même chose en 2003, avec la contre-réforme Fillon pour les salariés de la fonction publique, mais en ajoutant des décotes, soit des baisses de pension supplémentaires (5% par trimestre manquant), pour les salariés en-dessous des annuités requises, mais ayant l'âge légal de départ, c'est-à-dire 60 ans. Pour terminer, la dernière contre-réforme, en 2007, s'est attaquée aux salariés des régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF...) qui, par «équité», ont vu également l'augmentation de la durée de leurs cotisations à 40 ans. Pour nous faire avaler la pilule, les arguments avancés par les gouvernements et le patronat sont toujours les mêmes : déficit, problème démographique, équité...

QUE
CONTRATS
LE CECUI-CI
E PARS
ETRAITE...

LE «TROU» DE LA SÉCU: VIEILLE RENGAINE

Le déficit de la Sécurité sociale et des caisses de retraite serait tellement énorme (24 milliards d'euros) que le gouvernement se déclare impuissant et que le seul moyen de « sauver nos retraites » serait de travailler jusqu'à 67 ans. En revanche, le gouvernement trouve tout à fait normal d'aider les plus riches, via le bouclier fiscal, de venir en aide à coup de centaines de milliards aux banquiers et d'exonérer le patronat de toute une partie de ses cotisations en puisant dans les caisses de l'Etat ou de la Sécurité sociale. C'est donc une question de choix. Les richesses existent. C'est d'autant plus inacceptable que, si le déficit de la Sécurité sociale augmente, ce n'est pas parce que les salariés se soignent mieux, mais parce qu'il y a de plus en plus de chômeurs et de moins en moins de cotisations qui rentrent. La seule « piste » possible pour les salariés ne consiste pas à accepter de travailler plus longtemps ou de partir avec une retraite de plus en plus maigre, mais à imposer l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi. En un mot, travailler moins pour travailler toutes et tous.

ON VIT TROP LONGTEMPS ?

Depuis le temps, on connaît la musique : le problème serait démographique. On vit plus longtemps, il faut donc travailler plus longtemps. C'est présenté comme du bon sens. Comme si un progrès social (l'allongement de la durée de la vie) devait être vécu comme une calamité ! Comme si la progression des dépenses sociales ne servait pas le bien-être de la population, mais le contraire ! Travailler plus longtemps ? A l'âge de toucher leurs droits à la retraite, six salariés sur dix ne travaillent plus. Ils sont soit au chômage, en plans divers et variés de « cessation progressive d'activité » et autres « dispense de recherche d'emploi » après licenciements, virés par des patrons qui trouvent les vieux « pas assez productifs et trop chers », soit au RSA (le nouveau RMI)... De fait, l'âge réel de fin d'activité, aussi bien dans le public que dans le privé, se situe autour de 58 ans. Tout le discours sur la nécessité de travailler plus longtemps est donc faux : le véritable objectif est de nous faire partir avec des pensions de plus en plus faibles (aujourd'hui, 50% des retraités vivent avec une pension inférieure au Smic).

, C'EST LA CONTINUATION DU SALAIRE

existent. Ce sont les richesses produites dans l'activité salariale. Il faut beaucoup de ne serait plus possible de financer les retraites sans allonger la durée de cotisation. e sur les profits, augmenter les cotisations patronales, pour financer les retraites de la richesse née du travail et immédiatement reversée (comme pour l'assurance est la continuation du salaire, c'est-à-dire un droit social à ne plus travailler pour payé quand même, et à diversifier ses activités librement. La retraite prouve que ial et non individuel, peut être un moyen puissant, s'il est défendu, augmenté et

élargi à toute la population (y compris aux jeunes en formation dès 18 ans), d'échapper en partie au marché du travail. Un autre mode de relations sociales, non concurrentielles, est possible. D'abord, bien sûr, pour satisfaire des besoins urgents (se soigner, faire et éduquer des enfants dans les meilleures conditions sociales et médicales, réparer les dégâts du travail par la retraite en bonne santé) que les patrons ne voulaient pas reconnaître, ou qu'ils ont essayé de contrôler en proposant des systèmes sociaux « maison », où les salariés restent dans la soumission. Le salaire social est donc un moyen de gagner du temps libre payé, sans être sous la domination du patron et de son système de temps réquisitionné exclusivement pour la valorisation.

DE L'ARGENT IL Y EN A...

Plus le salaire social général diminue, plus la part qui revient aux classes possédantes augmente. Ainsi, depuis les vingt dernières années, la part de richesse revenant aux salariés a diminué de plus de 10 points, au profit de celle qu'accaparent les possédants. En même temps, la productivité du travail n'a cessé de croître (plus de 50%). Entre 1960 et 2006, le produit intérieur brut (PIB), en euros constants, a progressé de 328 %, quand l'augmentation des besoins du financement des retraites, sur la même période, est estimée à 104%. Ce qui veut dire que même si la part du PIB servant au financement des retraites augmente, il reste en réalité une large marge de manœuvre, à condition que les revenus du capital n'accaparent pas l'essentiel des gains de productivité. Cela veut dire partager le travail entre tous, en finir avec le chômage. 100 000 chômeurs de moins représentent un gain de 1,5 milliard d'euros par an. Une hausse de 1% des salaires suffirait à dégager, chaque année, 1 milliard d'euros pour les retraites. La fin des exonérations des cotisations patronales rapporterait 30 milliards d'euros. L'argent est bien là. Il faut changer le rapport de forces afin d'imposer une autre répartition des richesses.



GAUCHE PALESTINIENNE LA NÉCESSAIRE REFONDATION

Dans un contexte de division des organisations palestiniennes et de durcissement de la politique répressive et coloniale d'Israël, des militants palestiniens ont pris l'initiative de créer un rassemblement de gauche, le Tayyar.

LE PROJET Tayyar («Mouvement progressiste, national et démocratique») a germé chez des militants et cadres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du Front démocratique de libération de la Palestine et du Parti du peuple palestinien. D'après eux, face à la bipolarisation Fatah/Hamas, la gauche doit offrir au peuple palestinien une alternative crédible. Ils considèrent les divisions de la gauche palestinienne comme un verrou à la reconstruction d'une alternative. Ils ont donc lancé le projet, sans attendre l'accord entre les directions des partis.

Plusieurs réunions locales ont été organisées en Cisjordanie, avant l'organisation de la première conférence de Tayyar, du 26 au 28 juin, à Ramallah. «Nous ne voulons pas nous construire contre les organisations de gauche, ni fonder un nouveau parti. Nous voulons créer un rassemblement de militants issus des partis, mais aussi de comités populaires, de centres culturels, d'ONG ou de syndicats, afin de créer une dynamique à gauche, qui entraînera les partis dans leur ensemble», explique Jamal Juma'a, l'un des responsables provisoires de Tayyar, et coordinateur de la campagne Stop the Wall'.

La conférence avait pour principal objectif la refondation de la gauche radicale aux quatre coins du monde. On trouvait, parmi les invités internationaux, plusieurs représentants de la gauche latino-américaine et européenne, avec Die Linke, la coalition grecque Syriza et le NPA. Les membres de Tayyar souhaitent s'inspirer des expériences internationales, sans pour autant les plaquer sur la singulière réalité palestinienne.

Les représentants des partis palestiniens, les intervenants étrangers et 300 participants palestiniens (pour la plupart issus des organisations de gauche) ont longuement débattu des échecs du passé et des perspectives de refondation de la gauche. Les représentants palestiniens se sont vus reprocher un certain conservatisme d'appareil, le peu de place accordé aux jeunes et aux femmes et leurs rapports parfois contradictoires avec l'Autorité palestinienne de Ramallah.

Cette première conférence est un événement stimulant, bien qu'encore fragile, minoritaire, et imprécise sur certaines questions tactiques et stratégiques. Son succès relatif témoigne d'une dynamique et de préoccupations réelles, cristallisant pour la première fois, dans un cadre collectif, les aspirations de nombreux militants de la gauche palestinienne. C'est pourquoi le NPA, tout en conservant ses relations avec les partis de gauche palestiniens, au premier rang desquels le FPLP, va développer et consolider les liens avec Tayyar et se fera l'écho des prochaines initiatives du mouvement.

Alain Pojolat, Julien Salingue

1. Réseau créé en 2003 et opposé à la construction du mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël.

HONDURAS PORTRAIT D'UN PRÉSIDENT DÉCHU

Issu de l'oligarchie, magnat du bois, Manuel Zelaya du Parti libéral du Honduras (PLH) à toujours soutenu le régime démocratique civil.

Elu deux fois député, Manuel Zelaya est nommé directeur du Fonds hondurien d'investissement social, en 1998, sous la présidence de Carlos Reina Idiáquez, qui canalise la coopération destinée à lutter contre la pauvreté. Reconnu par le président Carlos Flores, il est chargé de la reconstruction, après l'ouragan Mitch qui ravage le pays en octobre 1998, et entame un dialogue avec la société civile. En 2001, il perd l'élection présidentielle face à Ricardo Maduro, du Parti nationaliste hondurien (PNH). Il lui succède en 2005, avec le soutien du Parti libéral hondurien (PLH), avec 49,9% des voix, contre 46,2% pour son adversaire, Porfirio Lobo, du PNH. L'oligarchie se méfiant déjà de son discours populiste aux ac-

cents sociaux et de son slogan «Pouvoir citoyen», il doit attendre un mois la proclamation des résultats définitifs.

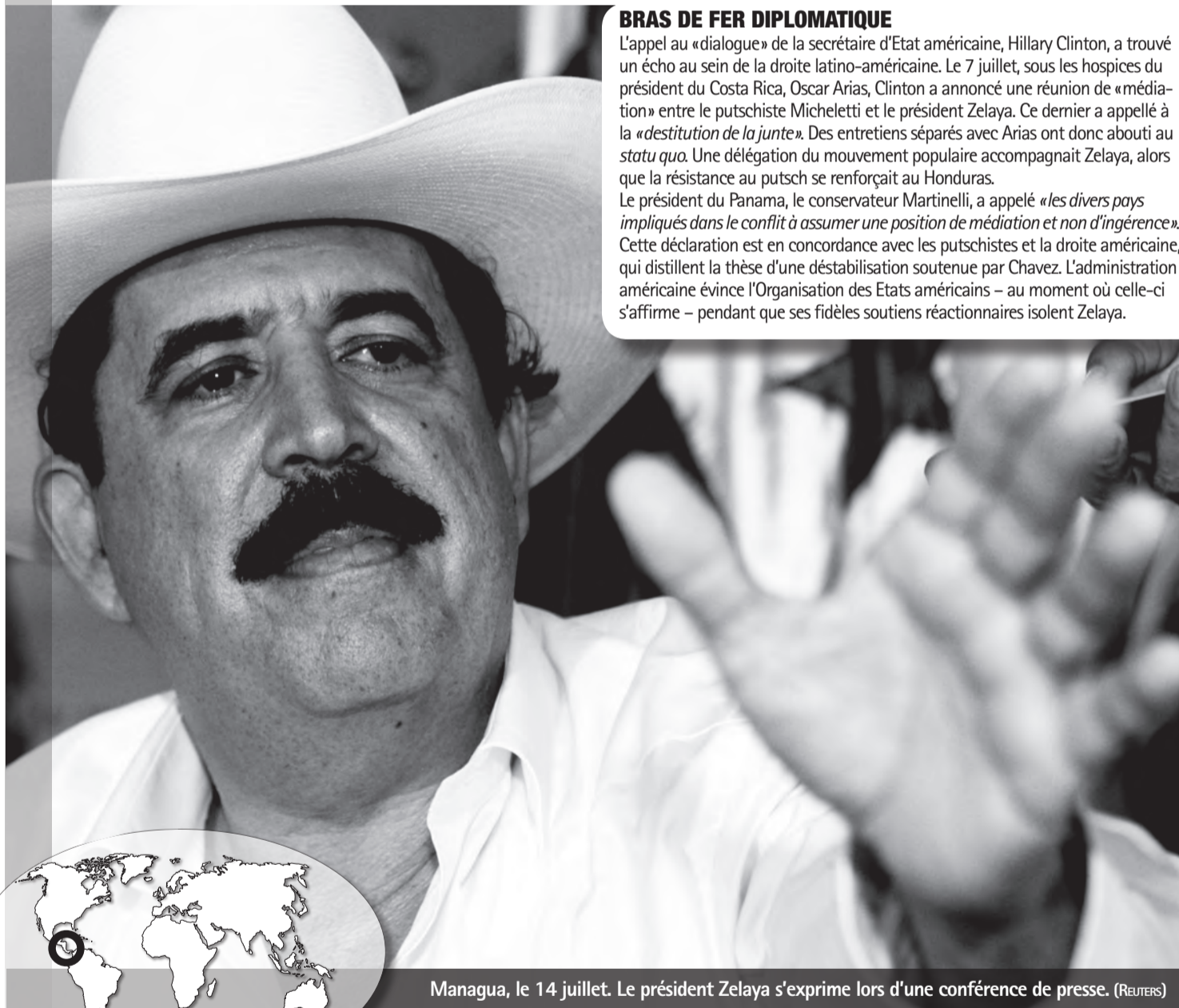
Quand il entame son mandat, en janvier 2006, le PLH, majoritaire au Parlement, vote la loi de participation citoyenne. Zelaya s'en empare pour lancer la consultation que le récent coup d'Etat a avortée. Il élimine d'emblée les frais de scolarité, crée un fonds de soutien aux PME et un programme pour améliorer la production alimentaire en zone rurale. Il reçoit un soutien populaire mais, les grèves se succédant, il augmente le salaire minimum de 60%. Plusieurs crises majeures s'imposent : crise énergétique, avec la faillite de l'entreprise nationale d'électricité (Enee), crise de la dette et du système de santé.

Malgré les demandes incessantes du Fonds monétaire international (FMI), qui souhaite plus de privatisations et de rigueur budgétaire, il obtient une condamnation partielle de la dette. Pour tenter de résoudre la crise énergétique, il se rapproche d'Hugo Chavez, avec l'approbation de Bush et de l'oligarchie. Le PNH soulève toutefois le risque de contagion politique. Zelaya devient alors la cible d'une violente campagne de la presse conservatrice. L'adhésion à l'Alternative bolivarienne (Alba), en 2008, est ratifiée par le Congrès, mais le PNH s'abstient. Le sort de Zelaya est scellé par l'oligarchie et l'impérialisme américain, en raison de ses discours teintés d'anti-impérialisme et, surtout, de la consultation populaire.

Dès lors, un coup d'Etat préventif place Zelaya dans le camp de la gauche latino-américaine. Son programme libéral (il signe trois traités de libre-échange), teinté de social, et ses alliances s'avèrent moins risqués qu'une refondation populaire par une Constituante.

D'une part, l'Alba remporte l'adhésion d'une partie du mouvement social et des petits partis de gauche. D'autre part, l'idée d'une Constituante rallie de nombreuses organisations ouvrières, paysannes et autochtones, pourtant d'ordinaire rétives à Zelaya. Elles sont toutes aujourd'hui dans la rue pour résister au putsch.

Ana María Duarte



BRAS DE FER DIPLOMATIQUE

L'appel au «dialogue» de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a trouvé un écho au sein de la droite latino-américaine. Le 7 juillet, sous les auspices du président du Costa Rica, Oscar Arias, Clinton a annoncé une réunion de «médiation» entre le putschiste Micheletti et le président Zelaya. Ce dernier a appelé à la «déstabilisation de la junte». Des entretiens séparés avec Arias ont donc abouti à *statu quo*. Une délégation du mouvement populaire accompagnait Zelaya, alors que la résistance au putsch se renforçait au Honduras.

Le président du Panama, le conservateur Martinelli, a appelé «les divers pays impliqués dans le conflit à assumer une position de médiation et non d'ingérence». Cette déclaration est en concordance avec les putschistes et la droite américaine, qui distillent la thèse d'une déstabilisation soutenue par Chavez. L'administration américaine évince l'Organisation des Etats américains – au moment où celle-ci s'affirme – pendant que ses fidèles soutiens réactionnaires isolent Zelaya.

Managua, le 14 juillet. Le président Zelaya s'exprime lors d'une conférence de presse. (REUTERS)

et aussi



PARLEMENT EUROPÉEN. Pendant la campagne européenne, le PS était fier d'afficher son appartenance au Parti socialiste européen (PSE, l'ensemble des PS d'Europe) pour «changer l'Europe». Avec l'ouverture de la session du nouveau Parlement, le PSE, comme il l'a déjà fait, a passé un accord avec la droite (PPE) pour se partager la présidence du Parlement et celles des commissions... C'est ainsi qu'en toute clarté politique... les députés du PSE ont élu à la présidence du Parlement, pour deux ans et demi, Jerzy Buzek, le chef de la droite réactionnaire polonaise, champion de la lutte contre l'avortement.

RWANDA. Tharcisse Renzaho a été condamné, mardi 14 juillet, à la prison à perpétuité par le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour son rôle lors du génocide au Rwanda. Il a été reconnu coupable, entre autres, d'avoir ordonné le massacre de 60 garçons tutsis dans un centre pastoral. Ce verdict rappelle que les principaux responsables du génocide des Tutsis (faisant près de 1 million de morts en 1994) ne sont pas encore

jugés : les autorités civiles et militaires ainsi que les responsables politiques français de l'époque doivent répondre de leurs actes devant un tribunal, qu'il soit français ou international.

ITALIE. L'Italie a voté, le 9 juillet dernier, une loi sur le développement qui implique un retour du nucléaire. Rome espère réduire de 30% le coût de l'énergie... mais à quel prix ! Le Parti démocrate (centre gauche) parle d'«un bond en arrière de vingt ans», tandis que l'association écologiste Legambiente critique ce choix, considérant que l'investissement aurait été beaucoup mieux employé dans la recherche d'énergies nouvelles (solaire, éolien...). De toute façon, la polémique n'aura pas lieu, Berlusconi n'écouterait pas ses opposants.

ISRAËL. Les suggestions du chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, qui s'était prononcé en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant et pour un règlement de paix imposé par la communauté

internationale, ont été balayées par Israël, le 13 juillet. «La paix doit se construire et non être imposée», a assuré le ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman. Javier Solana, qui souhaite un retour aux frontières d'avant la guerre de 1967, estime que les médiateurs internationaux devraient fixer un délai aux parties pour conclure un accord. Avigdor Lieberman rejette ce principe. En attendant des jours meilleurs, Javier Solana pourrait s'attacher à arrêter le processus de rehaussement des relations de l'Union européenne avec Israël...

IRAN. La révolte ne s'est toujours pas éteinte, après un mois de protestations. Le pouvoir judiciaire iranien a déclaré que, sur 2 500 personnes arrêtées, 500, encore en prison, «allaient être jugées». S'exprimant au coup par coup, quelques milliers de jeunes iraniens ont démontré, jeudi 9 juillet, pour l'anniversaire des révoltes étudiantes de 1999, qu'ils étaient encore là, malgré la répression, en descendant dans les rues de Téhéran, d'Isfahan, Tabriz et Chiraz.



CINÉMA
PUBLIC ENEMIES/Michael Mann

Michael Mann dresse ici le portrait de John Dillinger, brillamment incarné par un Johnny Depp plus charmeur que jamais. Dans l'Amérique du début des années 1930, Dillinger braque des dizaines de banques et lorsqu'il se fait arrêter, ses évasions spectaculaires le mettent à la «une» des journaux. Dillinger devient ainsi une quasi-légende. Mais l'homme a la gâchette facile et il n'hésite pas à tuer quelques représentants des forces de l'ordre s'il le faut... Ce qui pousse le FBI à en faire l'ennemi public numéro un. Mann présente un Dillinger amoureux et plein de rêves, mais traqué et en retard sur son temps: s'il opère avec les membres de son gang, il ne fait pas le poids face à une mafia qui a mis la main sur Chicago. Sur fond de coups de feu incessants, le film n'hésite pas – un peu trop peut-être – à détailler les agonies des uns et des autres. Un excellent film, mais âmes sensibles, s'abstenir!
Thomas Mitch



LIVRES
STRANGE FRUIT/David Margolick/ALLIA/126 PAGES/9 EUROS

Il arrive – rarement – qu'une chanson change un peu la face du monde. *Strange Fruit* appartient à cette famille. Quand, en 1939, Billie Holiday, chanteuse de jazz abonnée aux ritournelles romantiques, l'entonna au café Society de New York, où se retrouvait l'avant-garde progressiste de la ville, elle ne pouvait imaginer qu'elle venait d'écrire une page de l'histoire de la musique militante. Ce morceau avait d'abord été écrit par un jeune instituteur communiste, Abel Meeropol (qui adopta ensuite les orphelins Rosenberg), qui désirait dénoncer le racisme criminel de la société américaine, à travers le cas des lynchages dans le Sud. C'est sur cette presque méprise qui fonde si souvent la culture populaire, c'est-à-dire la rencontre inopportune entre un grand texte et une chanteuse légère mais talentueuse, que David Margolick nous invite à nous attarder et à réfléchir.
King Martov



MUSIQUES
SPEECH THERAPY/Speech Debelle/BIG DADA

Speech Debelle constitue une anomalie à plus d'un titre. Déjà, c'est une rappeuse anglaise. Pas franchement le pedigree commercial idéal pour percer. Ensuite, alors que la Perfide Albion à casquette ne vibre véritablement qu'au son du grimme, mélange de hip-hop et d'électro sur fond de texte gangsta ou macho, elle n'utilise son art que pour délivrer une introspection sans fard de ses impressions sur le monde. Ses productions, tout en instruments et mélodies, achèvent de personnaliser un album qui a tout naturellement sa place chez Big Dada, label historique servant un peu de dernière forteresse à la scène rap anglais.
K. M.



FESTIVAL
SORTEZ LES DRAPEAUX ROUGES/Compagnie Jolie Môme

Du 24 au 26 juillet, la compagnie Jolie Môme investit le petit village de Saint-Amand-Roche-Savine, en Auvergne. Le programme de ce festival révolutionnaire, La Belle Rouge, sera cette année consacré, en partie, à la crise. Venez militer festif avec des pièces de théâtre contestataires, des ateliers d'éducation populaire (Scop le pavé), du cinéma engagé (avec les dernières productions d'Avis de tempête et de Regarde à vue), de la musique (Les Blérots de R.A.V.E.L, le Bringuebal...), mais aussi des débats (avec Pierre Rimbart, Aline Pailler...), des stands associatifs et politiques et, en avant-première, le tout nouveau spectacle de la compagnie Jolie Môme, *Faut pas payer*. Le festival La Belle Rouge, c'est trois jours pour se désintoxiquer des médias, militer dans la bonne humeur, avec en clôture un hymne aux luttes: le spectacle musical *Ya basta* (plus d'infos sur le site: www.cie-joliemome.org).
Linda Sehili



Le site www.dissidences.net, du collectif *Dissidences*, est animé par une équipe d'universitaires et de chercheurs de différentes disciplines: histoire, sociologie, sciences politiques, psychologie sociale. Son objectif est de créer une dynamique, rassembler les chercheurs, leur fournir des outils de travail pour faire avancer la compréhension des mouvements révolutionnaires en maintenant les échanges avec les acteurs de ces mouvements. Au-delà de la simple analyse, cela nécessite un travail de mémoire, à l'heure des premiers bilans du xx^e siècle et de la redéfinition des projets d'émancipation.

Le site www.biosoc.univ-paris1.fr reprend le nom du Maitron, importante collection de dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier et du mouvement social, initiés par Jean Maitron (1910-1987). Le site s'intéresse à l'histoire de l'action culturelle, au féminisme et au militantisme associatif, et aux itinéraires militants, au peuple militant, aux récits de vie et aux autobiographies des acteurs du mouvement social. Instructif!

Le blog de l'association Memorial 98 (memorial98.over-blog.com) se fait l'écho de tous les combats contre toutes les formes de racisme et de négationnisme. Créé à l'occasion du centenaire du procès Dreyfus, il publie régulièrement des articles d'actualité sur ces sujets.



THÉÂTRE AMOURS ET RÉVOLUTIONS

Dans «Antonio du Limousin ou théorie et pratique de la lutte révolutionnaire gagnante», Régis Vlachos dresse un portrait poétique et absurde du communisme. Après Avignon, il se produira à l'université d'été du NPA.

Antonio, le révolutionnaire de ta pièce est un peu étrange, comme garçon. Tu ne lui ressembles pas un peu ?
Je ne sais pas trop comment répondre. Evidemment, à force de travailler un rôle, on doit défendre son personnage, aussi horrible ou con soit-il. Je suis certainement un peu con, mais pas aussi horrible qu'Antonio quand il veut faire le bonheur des autres contre leur gré, nationaliser les jardins privatifs alors que personne ne lui a rien demandé. Antonio est issu d'une famille communiste aveuglée par les mensonges sur les goulags, voire prête à les défendre. L'analogie entre la Lada familiale dans la pièce et le stalinisme est sublime: «On jette pas une voiture parce qu'elle fait un bruit suspect. Ça roule quand même et si le bruit du moteur dérange, on a qu'à se boucher les oreilles ou penser à autre chose...» Je suis issu d'une famille catho de droite. Pas de politique, de transmission de valeurs historiques à la maison, ou alors des banalités terribles. Donc rien à voir avec Antonio, qui a baigné là-dedans. Pour continuer sur mon parcours, par la suite, je vire à gauche, je rentre à la LCR, je joue en théâtre amateur et je deviens prof de philosophie. Et cette année, je décide de prendre une année de disponibilité pour intégrer à plein temps une école de théâtre à Paris. Je rencontre il y a un an, par hasard, un type sur le canal Saint-Martin, William Mathieu, qui écrit des pièces géniales: une troupe de comédiens qui décide de jouer *Le Cid* de Corneille dans un théâtre et qui apprennent qu'ils sont concurrencés par une troupe de Sino-Polonais voulant la jouer en 27

minutes. Il a aussi sous le coude *En attendant Mouloud*: l'auteur apprend un jour que le marché des funéraires va être confié au groupe Bouygues. C'est trois clochards qui attendent la mort, dont Mouloud. Et puis, *Antonio du Limousin ou théorie et pratique de la lutte révolutionnaire gagnante*. Je me jette alors sur ce texte et le projet de le monter pour Avignon.

Alors justement, parle-nous de ce texte...
En gros, c'est un type qui est tout seul dans sa chambre et qui décide de faire une révolution pour séduire une fille. En fait, c'est une véritable guérilla urbaine dans la ville de Limoges! Mais il doit aussi tuer symboliquement son père, sa mère et Staline. C'est superbement écrit, poétique, déjanté, comme on dirait aujourd'hui, et surtout très drôle. Ça représente ce que doit être pour moi le théâtre: d'énormes décalages, c'est-à-dire que l'on ne se contente pas de dire un texte, de jouer des émotions. On pousse la folie tout en restant sincère. Le job du comédien, c'est un peu ce que disait Staline pour d'autres raisons: «*Voir jusqu'où il est possible d'aller trop loin!*»

Et tu penses que c'est un texte militant?
Ah non! Sinon, on n'est plus dans le théâtre! C'est un texte politique, qui évite tout manichéisme. Au théâtre, on ne doit pas démontrer. On doit se contenter de montrer des choses originales sinon, la vie, la télé ou les autres arts suffiraient. Avec le metteur en scène Ariel Cypel, on a choisi le mode de la farce: la mise en abîme, en drame, en délire de choses politiques parfois sérieuses. La farce n'enlève rien au tragique. Et puis, avec l'autre comédien, Joris Barcaroli, qui est aussi un magnifique guitariste sur scène, on joue sur le rapport d'amour-haine, un peu le même rapport qu'Antonio entretient avec le communisme et cette fille qu'il attend. Viendra-t-elle?
Propos recueillis par L. S.

Régis Vlachos en pleine action, dans son rôle d'Antonio du Limousin. (DR)



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA, PREMIÈRE



FICHE D'INSCRIPTION

A renvoyer à NPA université d'été,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Arrhes obligatoires: la moitié du prix, chèques à l'ordre de «NPA». Chèques-vacances, bons CAF à l'ordre de «Les Carrats» (pas de mandat postal).
Attention: les mineurs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale.

Nom:

Prénom:

Age:

Sexe:

Adresse:

Code postal:

Ville:

Email (écrire très lisiblement):

Nombre d'adultes inscrits:

Nombre d'enfants inscrits:

Age des enfants inscrits:

Somme totale due:

Montant de l'acompte:

Avec qui l'hébergement est souhaité (attention il ne s'agit que d'un vœu que nous nous efforçons de satisfaire):

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers):

Pour les handicapés, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement:

Tarifs (pension complète), en fonction du revenu net mensuel (RNM): jeunes ou chômeurs sans RNM (108€), RNM<1220€ (148€), 1220€<RNM<1320€ (172€), 1320€<RNM<1420€ (196€), 1420€<RNM<1720€ (228€), 1720€<RNM<2020€ (252€), 2020€<RNM<2520€ (272€), 2520€<RNM<3000€ (296€), 3000€<RNM<3500€ (328€), 3500€<RNM<4000€ (376€), 4000€<RNM (428€); bébé de moins de 2 ans (gratuit), enfant de moins de 12 ans (100 euros), enfant de plus de 12 ans (108€); pour une personne venant seule avec un enfant, enlever 400€ au RNM; pour deux participants avec enfants, enlever 200€ sur chaque revenu.

FORUMS SOCIAUX POUR UN RETOUR AUX SOURCES

Les Forums sociaux, mondial et européen, ont été confrontés aux problèmes liés à l'implantation dans la durée d'une perspective altermondialiste. Mais ils restent des espaces privilégiés pour la convergence des mouvements sociaux.



Strasbourg, le 3 avril. Lors des manifestations contre le sommet de l'Otan. (TAOUS)



Le Forum social mondial (FSM) émerge après la rébellion zapatiste au Chiapas (Mexique), en 1994, au moment du retour de la question sociale en Europe (mobilisations de 1995 en France, etc.) et de la mobilisation de Seattle (1999). Il coïncide avec le surgissement de nouvelles générations qui expriment leur révolte contre les effets brutaux des politiques néolibérales. Bref, il prend corps avec le changement du panorama mondial des mouvements sociaux. Le FSM, comme le Forum social européen (FSE), est apparu dans la chaleur de la mobilisation sociale, sur un positionnement antilibéral – et anti-impérialiste – «radical», avec trois objectifs: être l'espace de confrontation des mouvements sociaux; être un lieu pour l'échange d'expériences de résistance et de lutte; faciliter l'articulation et la coordination des mouvements, ainsi qu'impulser des initiatives de mobilisation.

DIFFICULTÉS

L'évolution du FSM et du FSE est liée à celle du mouvement altermondialiste, son ampleur, sa radicalité... et, aussi, aux rapports de forces internes au mouvement, entre les secteurs plus radicaux et les modérés. Le Forum intègre, en effet, un vaste spectre de mouvements, allant des ONG très modérées aux mouvements autonomes très radicaux. Les Forums sont importants pour tous les mouvements sociaux: alors que le premier FSM, à Porto Alegre (Brésil), comptait 12000 participants, celui de Belem (Brésil, neuvième édition), en janvier dernier, en a rassemblé 130000. Les Forums ont permis des initiatives comme la mobilisation de Gênes, en 2001, des mis-

sions en Palestine ou encore la mobilisation contre l'intervention en Irak, le 15 février 2003 (une mobilisation internationale inédite dans l'histoire moderne). Les Forums ont aussi permis de construire des cadres de travail stables, des collectifs: le Comité d'initiative français pour les forums sociaux (CIFS) en France, des réseaux thématiques, le réseau de l'assemblée des mouvements sociaux, etc.

CONVERGENCES

Après la mobilisation antiguerre de 2003 – et l'invasion de l'Irak –, le mouvement a connu une période d'affaiblissement. Des organisations – politiques – ayant joué un rôle central dans la construction des Forums, comme le Parti des travailleurs (PT) de Lula au Brésil ou le Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie, font ou ont fait partie de gouvernements respectueux de l'ordre néolibéral et, dans le même temps, des mouvements «piliers», comme Via Campesina, Attac et d'autres, ont cessé de jouer ce rôle. Cela a ouvert un débat sur l'utilité et le devenir des Forums. En Europe, alors que les politiques libérales et autoritaires frappent de plein fouet, la dernière édition du FSE, à Malmö (Suède), en septembre 2008, a suscité beaucoup d'interrogations. Malgré les résistances opiniâtres, dont ce FSE a permis de mesurer l'ampleur, les alternatives qui se dessinent ont du mal à se construire, à se fédérer, pour forger une alternative cohérente. Partout, la dérive de la social-démocratie et des forces qu'elle entraîne dans son sillage, pèse sur les rapports de forces. Le succès de la neuvième édition du FSM, sur le thème «Faire payer la crise à ceux qui l'ont provoquée», a donné un nouvel élan, tant au niveau de la participation – quelle réelle jubilation de voir de nouveau se mêler des mili-

tants de générations, de langues et de cultures différentes! – que dans la qualité de l'engagement et de la combativité. Nombre de questions ont été soulevées: comment faire face à ce système, qui a généré la crise? Que doit être le «socialisme du XXI^e siècle»? Etc. En Europe, la prochaine édition du Forum aura lieu, en juin 2010, à Istanbul. Bien que la réalité des mouvements sociaux du continent européen diffère substantiellement de celle de l'Amérique latine (le poids des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et les difficultés à coordonner les campagnes de mobilisation sont plus forts en Europe), c'est un rendez-vous important. Il faut en faire une caisse de résonance des luttes en cours (comme cela avait été le cas à Athènes, avec le mouvement contre le CPE), un lieu de débat sur les réponses à la crise (règlement financier ou alternatif au capitalisme? capitalisme vert ou écosocialisme?...), et enfin, un espace de débat sur les stratégies du mouvement (bâtir des alliances et prendre des initiatives, construire le rapport de forces contre le capitalisme et les politiques en cours). Le caractère global et structurel de la crise, l'émergence de luttes dans tous les continents rendent plus nécessaires que jamais la coordination et la convergence des mouvements au niveau européen et international. Dans ce contexte, les FSM et FSE constituent un espace inédit de rencontre des mouvements sociaux qui se confrontent au capitalisme mondialisé. Un espace important, indispensable, privilégié, pour les militants et les mouvements anticapitalistes.

Agnès Festigny

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org / NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

DU TRAITEMENT DE L'« INFORMATION ». O. M. (LIMOGES): 1. Hugo Chavez a félicité Ahmadinejad pour son «élection» en Iran et a même déclaré que certains tentent de «miner la forteresse de la révolution iranienne»! Si cette information n'a pas été occultée par tous les médias, elle n'a pas non plus été mise en avant et tout le monde ne l'a pas remarquée. Je ne l'ai pas lue dans Tout est à nous! (ça a pu m'échapper...). Je pense qu'elle est importante dans un journal de militants d'extrême gauche, pour être lucides sur les limites de la «révolution bolivarienne» en cours au Venezuela. 2. Le dernier numéro [TEAN n°16 du 9 juillet, NDLR] accorde une belle place – quasiment toute la page 2 – à une «étude très instructive sur les résultats comparés du NPA et du Front de gauche aux élections européennes». Je vois plusieurs éléments importants qui me font regretter cet article. Accorder encore une pleine page aux résultats de l'élection européenne, dont le principal bilan est l'abstention, un mois après ces élections, et pour jouer une fois de plus à une course dans le vide avec le Front de gauche, c'est faire une

place bien trop importante à mon avis à une stratégie électorale, voire politicienne, qui ne doit pas être celle du NPA. C'est une focalisation sur un domaine qui ne doit pas être notre principal horizon (les élections), ou alors le NPA ne servira à rien. Sans enjoliver pour autant les autres entreprises spécialisées dans les sondages, est-il inutile de rappeler que l'Ifop est l'employeur de Laurence Parisot, présidente du Medef? Elle en a été la PDG jusqu'en 2007 et en est encore vice-présidente! Plus largement, donner une telle parole, sans contradiction ni recul, à une entreprise de sondage, c'est accrédi-ter aux yeux des lecteurs, et donc des militants du NPA, que ces sociétés privées sont légitimes et impartiales pour donner des diagnostics politiques sur telle élection ou tel événement en France. Je suis en total désaccord avec ça. [...] L'analyse présentée n'est en rien politique, aucun élément de programme ou de positionnement de fond n'est repris [...]. L'interview pousse à une vision électorale et institutionnelle, accrédite l'idée d'un «match» entre le NPA

et le Front de gauche: «la stratégie du NPA n'avait pas suffisamment pris en compte les caractéristiques de son électoral», «le Front de gauche est parti plus tôt», «la solidité de l'électorat laisse encore à désirer»... Les informations contenues dans l'article et «l'étude» étaient accessibles au NPA sans passer par ce biais de l'Ifop. Les tartes à la crème ne sont pas absentes: «Les Français se sont peu passionnés pour cette campagne.» L'électorat du NPA est plus jeune que celui du Front de gauche, cela se voit dans les manifs... En même temps, que suggère le titre du diagramme «Des retraités très présents dans l'électorat du Front de gauche»? Que ce n'est pas grave, on n'a pas à discuter avec les vieux, qui n'ont pas de problèmes, eux? Quant au titre, un peu excessivement mis en relief, «il y a une pénétration du NPA en milieu ouvrier», je pense que son contenu était vérifiable dans bien des endroits (exemple à Limoges: 3-4% pour le NPA dans le centre, plus bourgeois; 9 à 13% dans les quartiers populaires).



Police partout, JUSTICE NULLE PART

A Montreuil (Seine-Saint-Denis), l'expulsion par les forces de police, mercredi 8 juillet, d'un squat animé par des militants autonomes s'est soldée par un blessé grave. Joachim Gatti, cameraman de 34 ans, a reçu une balle de flash-ball en pleine tête et il a perdu un œil. Expulsés le matin dans le cadre d'un déploiement de forces ahurissant, les occupants du squat de la Clinique avaient décidé d'organiser le soir même un pique-nique de protestation. Sans sommation, les forces de police présentes, essentiellement des membres de la BAC, ont décidé de charger vers 22 heures, tirant au flash-ball sur les manifestants. Contrairement à ce

qu'affirme la préfecture, les policiers ont visé systématiquement les têtes. Dans la foulée de ces événements, une assemblée générale s'est tenue, samedi 11 juillet, et une manifestation a été organisée, lundi 13 au soir, à l'initiative des militants du squat. Le NPA a appelé à y participer, afin de dénoncer les violences policières. Plus d'un millier de personnes ont défilé. Encore une fois, sans provocation de la part des manifestants, la police a chargé et arrêté une dizaine de personnes. Plus que jamais, la mobilisation doit continuer afin d'obtenir justice pour Joachim et de faire interdire les flash-balls.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



Montreuil, lundi 13 juillet. (CHARPENTIER)

LE CHIFFRE

20%

C'est l'augmentation des tarifs d'électricité, dans les trois ans à venir, réclamée par le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, au gouvernement. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, estime qu'une hausse des tarifs est envisageable. Mieux, selon le député vert Yves Cochet, «il faut que le consommateur apprenne à restructurer son budget pour tenir compte de l'augmentation à venir des prix de l'électricité». Pourquoi ne pas chercher plutôt du côté des 2,4 milliards d'euros versés aux actionnaires en 2008, des investissements hasardeux faits à l'étranger, de la transformation d'une entreprise publique en société anonyme? Le problème est là, la solution aussi.

NEW FABRIS : ÇA VA PÊTER! Un ultimatum plane au-dessus des dirigeants de PSA et de Citroën, principaux clients de l'usine New Fabris, à Châtelleraut (Vienne). Les ouvriers en grève, en proie au plan de licenciements, menacent de faire sauter les machines. A la suite de la reprise du groupe par l'italien Zen, les Fabris n'ont cessé d'accepter des conditions de travail de plus en plus difficiles, travaillant de nuit et les week-ends, pour finalement être licenciés (Zen n'en est pas à son coup d'essai). Les 336 salariés réclament une prime de licenciement de 30000 euros. S'ils n'obtiennent pas satisfaction d'ici au 31 juillet, ils menacent de faire sauter les stocks et les outils qu'ils gardent (dont la valeur est estimée à 2 millions d'euros). Cet ultimatum est la réponse légitime à la violence du patronat, qui n'hésite pas à laisser des régions entières sur le carreau, après avoir tué les salariés à la tâche.

SUPPRESSIONS DE POSTES À LA MUTUALITÉ FRANÇAISE. A Paris, les centres de santé mutualistes de Saint-Victor (5^e) et Moulinet (13^e) risquent d'être amputés de nombreuses spécialités (psychiatrie, hématologie, pneumologie, etc.). Ce sont pourtant les derniers piliers du tarif Sécu à Paris, avec pas moins de 220000 actes par an. Les conséquences de ces fermetures de service ont été annoncées au comité d'entreprise, début juillet: 60 emplois doivent être supprimés, dans le cadre d'un «plan de sauvegarde de l'emploi» à l'automne! Pourquoi la Mutualité française (FNM) agit-elle ainsi? En 2001, déjà, la FNM avait encouragé le gouvernement Jospin à obliger les mutuelles à séparer leur activité d'assurance et leur activité sociale, l'une ne pouvant plus subventionner l'autre. Et lors du dernier congrès de la FNM, son président, Jean-Pierre Davant, avait offert ses services à Sarkozy pour affaiblir davantage la Sécurité sociale. Aussi, n'est-il pas surprenant d'entendre les dirigeants de la FNM renier les principes mutualistes et justifier ces fermetures par leur refus «de financer des activités qui plombent les comptes». Ils prévoient de fermer des activités rentables, comme les analyses médicales, afin de laisser la place au privé. Le laboratoire a, en effet, «l'inconvénient» d'être situé dans le palais de la Mutualité, qui doit passer aux mains de GL Events, spécialiste du tourisme d'affaires... A l'appel d'un collectif de partis de gauche (dont le NPA), du collectif d'usagers du centre Moulinet et de plusieurs médecins, des milliers de signatures ont été collectées pour exiger le maintien des services et des emplois. La riposte doit maintenant s'organiser! Car, pour l'instant, les seuls à se frotter les mains sont les assureurs privés, comme le groupe Médéric, dirigé par... Guillaume Sarkozy.

CRA DINGUE. Il y a un an, le centre de rétention administratif (CRA) de Vincennes était détruit par un incendie, après la mort d'un retenu, dans des conditions encore non élucidées. Après sa reconstruction, 48 retenus y ont entamé une grève de la faim, le 30 juin. Ils dénonçaient les nombreuses tentatives de suicide et exigeaient le respect des liens familiaux, la prise en compte des maladies graves, la fin des contrôles massifs et abusifs, la fermeture des centres de rétention et la régularisation des sans-papiers. La grève a pris fin le 8 juillet, après l'expulsion vers l'Algérie de deux «meneurs». Mais avec la politique du chiffre et la future transposition de la «directive de la honte», les problèmes vont s'aggraver. Le Réseau éducation sans frontières (RESF) dénonce la technique gouvernementale qui consiste à démembrer les familles en expulsant l'un des parents, contraignant ainsi le reste de la famille à la misère ou au départ «volontaire».

H&M : DIVISER POUR MIEUX RÉGNER. Pendant que le patron du groupe H&M, numéro un du prêt-à-porter en Europe, s'achète une île à 44 millions d'euros, les employés perçoivent des salaires de misère (980 euros net pour une employée, 1100 euros pour une vendeuse qualifiée, 1800 euros pour un cadre). Ces inégalités sont source de nombreux conflits sociaux depuis des années, particulièrement à l'entrepôt du Bourget (Seine-Saint-Denis). Afin d'isoler ce noyau syndical, la direction a annoncé, le 2 juillet, vouloir séparer la vente de la logistique, en vendant celle-ci à l'entreprise belge GBC. Craignant la fermeture du site, les salariés du Bourget se sont aussitôt mis en grève et ont bloqué les stocks, à l'appel de l'intersyndicale (CGT-CFDT-CGC-FO). Soutenus par des représentants du PCF, du PS et du NPA, ils exigent le maintien de leurs acquis. H&M, l'entreprise «fun», «cool» et attachée à «l'éthique», a du mal avec les droits des travailleurs!

NO COMMENT
Je vais être au-dessus de la mêlée, moins bagarreur et si je peux, si j'y arrive, je vais me contraindre à des cures de silence.
FRANÇOIS BAYROU

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr